Atteinte au droit à la propriété : quand l'extrême gauche diffuse le guide du parfait petit squatteur

15/09/2020 à 9h33



Publié le 3 juillet 2019

Le squat de A à Z : mise à jour 2019

Le squat de A à Z est un guide pratique et juridique (lois françaises) qui donne quelques conseils pour ouvrir un squat et faire en sorte de ne pas se faire expulser trop vite…

Une nouvelle version vient d'être publiée, vingt ans après sa première parution (en 1999!). La précédente mise à jour datait de 2014.

La version 2019 fait 44 pages. Elle a été rédigée principalement courant 2018, lors de plusieurs sessions d'écriture par des squatteur·euse·s de la banlieue parisienne, prenant en compte les éventuelles modifications juridiques jusqu'à juin 2019 (donc y compris la loi ELAN, qui en réalité n'a rien changé concernant les squats).

Deux versions PDF à télécharger/photocopier/diffuser :
[1 (page par page) | 2 (format cahier)]

Si jamais vous avez la motiv' pour vous lancer dans une traduction, en n'importe quelle langue, contactez-nous. On s'occupera de la mise en page (et de la diffusion sur internet).

INTRO

Squatter, c'est occuper un bâtiment abandonné sans avoir demandé l'autorisation à son «propriétaire». C'est, de fait, ne pas payer de loyer à des proprios qui possèdent plus d'un logement quand nous n'en possédons aucun. Squatter, c'est critiquer en actes un système qui veut que les riches continuent de s'enrichir sur le dos des pauvres. Squatter, c'est aussi habiter au sens plein du terme : c'est être libre et responsable dans son lieu de vie.

C'est aussi un moyen de survie quand on ne peut pas/plus payer de loyer (un moyen qui peut mener à se questionner sur nos façons de vivre, sur le travail, la famille, la vie collective, le train-train quotidien, sur les possibilités de vivre nos idées dans une telle société). Chaque squat est différent. Le quotidien dépend largement des contextes politique, socio-économique, juridique, interrelationnel, etc., mais tout squat est «politique», dans la mesure où il bouleverse, même parfois involontairement, l'ordre social et la propriété privée.

Le squat est généralement dépendant des espaces laissés à l'abandon par la bourgeoisie, l'État et le système capitaliste. Il ne peut être considéré comme un but, mais tout au plus comme un moyen. Mais pas n'importe quel moyen : au-delà du logement, le squat peut être un lieu de résistance et d'expérimentation. Squatter, c'est prendre une part de l'interdit, briser la soumission à la légalité, c'est une recherche d'autonomie.

L’espace ouvert par les squats permet aussi de se retrouver dans des pratiques diverses : auto-organisation, gratuité, entraide, récupération/recyclage, débrouille, occupations en tous genres, ouverture sur l’extérieur et confrontation des façons de vivre, débats, réflexions, etc.

Cette brochure, écrite collectivement, en évolution permanente depuis sa première parution au printemps 1999, a pour vocation de fournir quelques informations nécessaires au «bon» déroulement de la vie d’un squat, depuis l’ouverture jusqu’à la fermeture. Elle ne se veut pas exhaustive et c’est à chacun·e d’y apporter les modifications appropriées.

Paris-Luttes